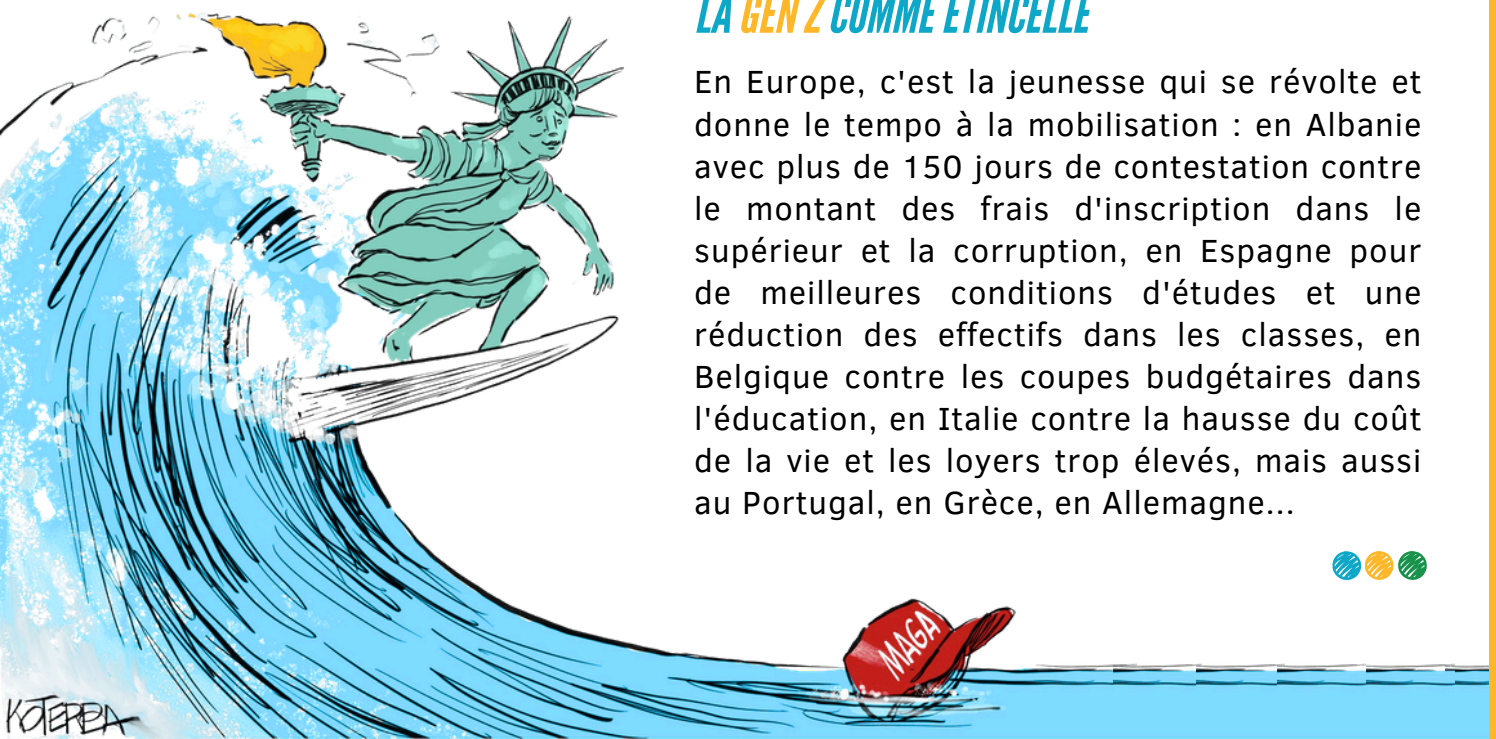
L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

contribution aux débats · CN des 9 & 10 novembre 2026

MAKE OUR FUTURE GREAT AGAIN

Un vent de contestation souffle sur le monde... de ceux qui éteignent les régimes autoritaires et ravivent la flamme démocratique. Au Brésil, la victoire de Lula sur l'extrême-droite est le fruit d'une immense mobilisation populaire. Elle montre que la montée de l'extrême-droite en Amérique latine n'est pas une fatalité, mais elle signe surtout un coup d'arrêt à la stratégie interventionniste de Trump. Celui-ci vient de subir un échec cuisant lors des élections de mi-mandat, au profit de ses adversaires qui ravissent la majorité absolue au Sénat comme à la Chambre des représentants. Les démocrates, en engageant une campagne de terrain offensive, ont su capter la colère d'une population paupérisée par la baisse des dépenses publiques et le financement des délires impérialistes d'un président hors de contrôle. En Serbie, la victoire de la liste étudiante après deux ans de mobilisations a mis un terme à douze ans de régime autoritaire, avec une campagne qui s'est construite pour le rétablissement de la démocratie et de l'État de droit. Ces mobilisations victorieuses ont en commun une opposition aux inégalités perçues comme injustes, aux baisses de moyens pour les services publics, à l'accroissement des dépenses militaires et aux tournants autoritaires.



LA GEN Z COMME ÉTINCELLE

En Europe, c'est la jeunesse qui se révolte et donne le tempo à la mobilisation : en Albanie avec plus de 150 jours de contestation contre le montant des frais d'inscription dans le supérieur et la corruption, en Espagne pour de meilleures conditions d'études et une réduction des effectifs dans les classes, en Belgique contre les coupes budgétaires dans l'éducation, en Italie contre la hausse du coût de la vie et les loyers trop élevés, mais aussi au Portugal, en Grèce, en Allemagne...

En finir avec les violences faites aux femmes

Le 13 octobre, la loi intégrale contre les violences faites aux femmes et aux enfants a été votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale. C'est une première avancée pour la reconnaissance des violences comme systémiques et fruit du patriarcat. Depuis 2017 et le mouvement *Me too* de libération de la parole des victimes, pas un mois, pas une semaine, sans une nouvelle affaire de violences faite aux femmes relayée dans les médias. La loi intégrale écrite par la coalition féministe a d'ailleurs été mise à l'ordre du jour à l'Assemblée nationale en cette rentrée suite à l'horrible viol et meurtre de Lyhanna en juin 2026.

Comme tous les ans, nous serons dans la rue et investi·es dans les mobilisations de la journée du 25 novembre. Nous continuerons de revendiquer un budget intégral pour une véritable loi intégrale et une véritable politique de prévention de lutte contre les violences, avec les moyens nécessaires pour l'enseignement de l'EVAR/S et la formation des enseignant·es et des personnels travaillant avec les enfants. Parce que c'est bien par une véritable politique de prévention et d'éducation, et non par la déstructuration du quantum des peines que nous réussirons à éradiquer vraiment les violences spécifiques faites à toutes les femmes, d'où qu'elles viennent et où qu'elles vivent.



Avec souvent pour modèle, la mobilisation des lycéen·nes et étudiant·es français·es qui impressionne par sa force, sa longévité et sa créativité. Ces jeunes qui subissent déjà de plein fouet la reproduction des inégalités sociales, l'absence de perspective pour l'avenir, la crise écologique, la fragilisation de leurs conditions d'existence ou encore l'effacement des politiques publiques se voient aujourd'hui confisquer le droit et la légitimité de porter des revendications sur les problématiques qui les concernent (manque d'enseignant·es, mauvaises conditions de scolarisation, vétusté du bâti scolaire...).

La mobilisation de la jeunesse, largement soutenue par la population, s'accompagne d'une répression, d'un acharnement et de violences policières sur des jeunes, qui atteignent aujourd'hui l'ensemble du mouvement social. Les blessures, GAV, comparutions immédiates et peines de prison s'accompagnent d'atteintes aux droits (confiscations, arrestations arbitraires, conditions de détention indignes, atteintes à la santé...) et sont très largement dénoncées. Les dérives de l'État de droit sont inquiétantes, notamment les atteintes à la liberté de manifester. Elles doivent être sévèrement condamnées. Dans ce contexte, la démission de Nunez se pose puisqu'il est le principal responsable du tournant dans la stratégie du "maintien de l'ordre".

SIAMO TUTTI ANTIFASCISTI

Le refus du pouvoir à apporter des réponses concrètes aux problèmes de la population fait le lit de l'extrême-droite qui progresse sur la désespérance et instrumentalise la colère sociale.
L'attentat terroriste raciste de Trappes est la conséquence d'une banalisation de l'extrême-droite qui rend possible le passage à l'acte. Le juste cri d'alarme d'Ali Rabeh, maire de Trappes, n'a malheureusement pas permis d'éviter les dérapages en série, jusqu'au rapprochement inacceptable de Lecornu avec la mort de Quentin Deranque.

L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

POUR ADHÉRER

Une extrême-droite qui reste protégée par le pouvoir au regard de la différence de traitement par la police pour les groupes néo-nazis qui refont surface en marge des manifestations.

Cela doit nous conduire à faire de la lutte contre le racisme et contre l'extrême-droite la boussole des prochains mois. A l'image de la réussite de la manifestation à Orléans qui a réuni 20 000 personnes à l'occasion du congrès du RN, comme celle des rassemblements organisés contre le racisme et en soutien aux victimes de Trappes auxquels n'a participé aucun membre du gouvernement. Ou encore la réussite de la pétition contre CNews qui a recueilli près d'un million de signatures en quelques jours en posant la question de la régulation et de la sanction de la parole raciste dans les médias via l'interdiction de cette chaîne de propagande sur une fréquence de la TNT.

PAS D'AUTRES ALTERNATIVES QUE LA MOBILISATION !

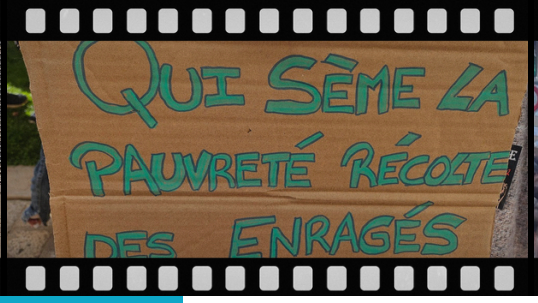
Avec des manifestations qui ont rassemblé 1,6 millions de personnes partout en France, le 5 novembre constitue un tournant dans la mobilisation. Débutée par des blocages d'établissements scolaires fin septembre, celle-ci s'est transformée en mouvement de masse avec des manifestations imposantes, qui se muent en élan populaire contre la politique de Macron, en associant la jeunesse, les salarié·es et un pan massif de la population. Seule une réponse politique peut permettre une sortie de crise. Les promesses faites aux lycéen·nes et étudiant·es ou la tenue d'une conférence sociale à Matignon en réponse à la mobilisation du 5 ne suffiront pas. C'est bien l'engagement d'une réorientation des priorités de l'État, sur la base d'une fiscalité plus juste et mieux répartie, qui est attendue dans l'une des plus grandes crises qu'ait connue la Macronie. C'est aussi l'élection présidentielle qui se joue aujourd'hui dans la rue, le risque d'une bascule n'étant pas écarté.

Dès lors, il est essentiel que la dynamique amorcée par la mobilisation populaire, mettant en avant les besoins sociaux et les attentes pour l'avenir, nourrisse aussi le calendrier politique. Dans ce contexte, les organisations syndicales, notamment celles de lutte et de transformation sociale, ont une responsabilité à massifier et généraliser les mobilisations pour continuer d'élever le niveau de conflictualité et hausser le rapport de forces, tout en continuant de soutenir la mobilisation lycéenne et étudiante susceptible de s'essouffler sous les pressions.

Cela suppose que la FSU-SNUipp continue de montrer un soutien plein et entier à la jeunesse mobilisée sur des revendications qui convergent avec les nôtres. Mais aussi qu'elle continue d'ancrer la mobilisation dans notre champ, en convainquant qu'on peut gagner sur des revendications simples, proches de celles de la jeunesse et sur lesquelles l'exécutif commence à lâcher du lest : 300€ d'augmentation pour toutes et tous / pas de suppressions de postes sur 5 ans / fin des bouilloires thermiques dans les écoles d'ici l'été prochain.









Élections professionnelles : un outil pour renforcer nos luttes !

Les élections professionnelles sont une échéance importante pour la FSU-SNUipp. Notre objectif : renforcer notre représentativité et notre capacité à peser face à l'administration et au gouvernement. Mais il s'agit avant tout de renforcer notre syndicalisme de lutte et de transformation sociale, ses valeurs progressistes, notre implantation dans les écoles, ainsi que les liens avec nos collègues AESH, PE, PsyEN.

Dans cette période, marquée par les mobilisations pour un autre budget, le mouvement des lycéen·nes, les samedis contre la vie chère, les marches pour le climat ou les combats féministes, ces élections deviennent un véritable levier pour contribuer au rapport de force. Les batailles sur les salaires, le temps et les conditions de travail, le bâti et l'écologie, les services publics et l'avenir de l'École se gagneront par la mobilisation collective.

Elles sont aussi un moment d'affirmation politique : celui d'un syndicalisme qui défend une école émancipatrice, solidaire, des valeurs humanistes et antiracistes. Dans la perspective de l'élection présidentielle, nos résultats seront un marqueur fort.

Gagner un siège au CSA-MEN, c'est renforcer nos revendications, nos moyens syndicaux, et développer notre capacité à organiser les mobilisations. Chaque voix, chaque discussion, chaque rencontre, chaque adhésion compte. Faisons de cette campagne un moment militant pour un syndicat plus fort, encore plus proche de nos collègues et pleinement engagé dans les luttes et la transformation sociale !

Des revendications qu'il est possible de satisfaire en les finançant par d'autres choix fiscaux et d'autres sources de recettes pour l'État par l'adoption d'un budget garantissant davantage de justice sociale. C'est ainsi que nous construirons une autre école portant des savoirs émancipateurs pour toutes et tous, libérée de la course à la performance, du pilotage pressurisant et de la reproduction des inégalités.

Alors que le tempo de la mobilisation a été donné par les organisations de jeunesse, c'est au tour des organisations de salarié·es de se mouiller pour maintenir un haut niveau de conflictualité. Même si la journée du 5 novembre a été très massive, le taux de grévistes n'est pas encore suffisant pour généraliser la grève et il reste encore à l'élargir aux secteurs stratégiques. Il y a une urgence à accélérer le rythme en permettant l'ancrage des dynamiques, en innovant et en variant les formes de mobilisations (grèves, samedis, retraites aux flambeaux, blocages...) de façon à entretenir la colère dans la durée et l'unité la plus large. Toutes les dates en cours doivent permettre d'entretenir le feu roulant de la mobilisation sociale (17 grève interpro, 19 retraité·es, 20 journée internationale des droits de l'enfant, 25 et 28 contre les violences faites aux femmes...).

Ce n'est qu'à cette condition que **nous affaiblirons le gouvernement, que nous gagnerons sur nos revendications, que nous imposerons un projet de société en rupture avec les politiques actuelles et à rebours du projet de l'extrême-droite. À la veille des élections professionnelles, puis de l'élection présidentielle, c'est mener campagne de la meilleure façon en affichant un profil plus déterminé que jamais !**



L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

c'est aussi une revue et un site internet

ecoleemancipee.org